



**MINUSCA**

---

**CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA**  
**Mercredi, 3 février 2021**

**Textes**

- Vladimir Monteiro, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz Fall, porte-parole de la Force
- Capitaine Agba Mazalo, porte-parole de la Police

**PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA**

● La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) dénonce la campagne de désinformation et d'intoxication dont elle fait actuellement l'objet dans la presse et dans certains secteurs centrafricains et étrangers. La MINUSCA souligne que le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies et Chef de la Mission, Mankeur Ndiaye, et l'ensemble de son personnel restent résolument engagés dans la mise en œuvre du mandat pour la paix et la stabilité en République centrafricaine, malgré cette nouvelle tentative de manipulation de l'opinion publique au moment où le pays fait face à une situation complexe et difficile.

Dans ce contexte sécuritaire grave qui fait suite aux attaques coordonnées et simultanées dans plusieurs zones par la coalition des groupes armés, sous l'impulsion de l'ancien président François Bozizé, la tentative d'asphyxie de Bangui et le drame humanitaire avec plus de 200.000 déplacés internes et réfugiés selon les chiffres des Nations unies, le Représentant spécial du Secrétaire général, le leadership de la MINUSCA et l'ensemble du personnel civil et militaire restent plus que jamais concentrés dans l'exécution du mandat de la Mission, en appuyant les autorités centrafricaines face aux nombreux défis, notamment d'appui au processus de paix, de relance du dialogue politique par les bons offices du Représentant spécial, de protection des populations civiles et de restauration de l'autorité de l'Etat.

La MINUSCA rejette en bloc les déclarations publiques, rapports, articles de presse et publications sur les réseaux sociaux mettant en cause l'impartialité de la Mission ainsi que les accusations sur une prétendue responsabilité de la MINUSCA dans le maintien de l'embargo sur les armes, et de conduite d'opérations avec des forces bilatérales, en violation des principes des Nations unies.

Concernant l'embargo, la MINUSCA rappelle que cette question est du ressort exclusif du Conseil de sécurité des Nations unies, seul organe à même de prendre des décisions y afférant.

Sur la question des forces bilatérales russes et rwandaises présentes en République centrafricaine dans le cadre d'accords bilatéraux avec le gouvernement souverain de ce pays, la MINUSCA rappelle qu'elle respecte la souveraineté nationale du gouvernement centrafricain conformément aux différentes résolutions du Conseil de sécurité et des dispositions de l'Accord de siège. La MINUSCA précise qu'elle n'a mené aucune opération conjointe avec les forces bilatérales -

notamment les russes dont il est question dans la presse - et n'a établi aucune coordination structurelle directe ou indirecte avec une quelconque force internationale opérant dans un cadre bilatéral en République centrafricaine à l'exception de la France (paragraphe 52 de la Résolution 2552 - autorise les forces armées françaises, dans le cadre de l'accord bilatéral existant avec la République centrafricaine et dans les limites de leurs capacités et zones de déploiement, à la demande du Secrétaire général, à utiliser tous les moyens pour fournir un appui opérationnel aux éléments de la MINUSCA qui se trouveraient gravement menacés).

La Mission précise que compte tenu de la présence sur le terrain de ces nouveaux acteurs, il a été créé un mécanisme présidé par le premier ministre réunissant la partie gouvernementale avec les représentants de toutes les forces sous son autorité et la MINUSCA. Ce mécanisme est exclusivement destiné à partager la cartographie sur la présence des différentes forces sur le terrain pour éviter qu'elles ne se neutralisent ou ne se tirent dessus. Il est structuré en trois niveaux : politique, stratégique et opérationnel. Le niveau politique réunit la MINUSCA à travers le Représentant spécial du Secrétaire général, Mankeur Ndiaye, le Commandant de la Force de la MINUSCA, le Général Daniel Sidiki Traoré et le Chef de la composante de Police, le Général Pascal Champion, aux côtés du gouvernement y compris les ministres compétents et représentants des Forces internationales sous son autorité, son commandement et son contrôle, et de l'ambassadeur de Russie. Le niveau stratégique réunit les Chefs d'État-major, les Directeurs généraux de la Police et de la Gendarmerie, entre autres tandis que le niveau opérationnel réunit les officiers d'État-major. La Mission Technique Européenne (EUTM-RCA) participe aux réunions organisées aux niveaux stratégique et opérationnel.

Par ailleurs, ce mécanisme d'échange d'informations est essentiel dans le cadre de l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations vulnérables. Il permet ainsi de disposer d'un système de notification des mouvements des acteurs humanitaires pour une prise en compte par toutes les forces présentes sur le terrain qui sont tous tenues de protéger l'espace humanitaire pour un acheminement sans entrave de l'aide aux populations vulnérables.

Finalement, la MINUSCA rappelle le soutien unanime exprimé par les membres du Conseil de sécurité dans leur déclaration du 22 janvier 2021, appuyant les « aux efforts déployés par la MINUSCA pour mettre en œuvre le mandat ».

- La Cour constitutionnelle de la République centrafricaine a proclamé lundi les résultats définitifs du premier tour des élections législatives du 27 décembre 2020. Selon ces chiffres officiels, 22 candidats dont deux femmes ont été élus au premier tour.

Selon la Cour constitutionnelle, le prochain scrutin législatif se déroulera dans 118 circonscriptions électorales dont 69 pour le 1er tour des législatives partielles et un second tour des législatives dans 49 circonscriptions. La Cour Constitutionnelle a ordonné le Gouvernement et l'Autorité Nationale des Élections (ANE) de prendre les dispositions nécessaires pour l'organisation des partielles et du 2e tour des législatives pour une entrée en fonction au plus tard le 2 mai de la nouvelle Assemblée nationale.

Conformément à son mandat, la MINUSCA va poursuivre son appui aux autorités centrafricaines dans la préparation et l'organisation de ce scrutin. Pour rappel, le Conseil de sécurité a demandé à

la Mission d'offrir ses bons offices, y compris en favorisant le dialogue entre tous les acteurs politiques, et de fournir un soutien opérationnel, logistique, technique et en matière de sécurité.

La MINUSCA appelle tous les acteurs impliqués dans le processus électoral à contribuer à la tenue d'élections apaisées.

## **DDR/CVR**

- A propos du programme de réduction de la violence communautaire (CVR), les formations professionnelles se poursuivent à Bangui. L'objectif pour 2021 est d'atteindre 600 bénéficiaires du PK5 dont 400 membres des ex-autodéfenses et 200 membres de la communauté. Les formations portent sur le commerce, la couture, la mécanique, la conduite auto et l'informatique, et le taux actuel de participation des bénéficiaires est d'environ 95%.

A Kaga Bandoro, l'équipe MINUSCA-DDR a mené une campagne de sensibilisation dans les huit districts de la ville pour l'identification de projets potentiels pour le programme CVR 2020-2021. Plusieurs projets ont été soumis par les communautés pour leur approbation par le comité local en partenariat avec la MINUSCA-DDR.

Les enregistrements des bénéficiaires au programme CVR 2020-2021 se poursuivent également dans les localités de Bossangoa, Bangassou, Bria et Bouar, où des sessions de sensibilisation sont également menées sur les objectifs du programme, sur la cohésion sociale et sur la prévention de la Covid-19.

## **DROITS DE L'HOMME**

- Au cours de la période entre le 26 janvier et le 1<sup>er</sup> février 2021, la Division des Droits de l'Homme (DDH) de la MINUSCA a documenté 25 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 37 victimes (19 hommes, huit victimes inconnues, trois femmes, une fille et six groupes de victimes collectives). Les préfectures les plus touchées sont au nombre de quatre : Nana-Mambéré, Mambéré-Kadeï, Ombella- M'Poko et Ouaka.

Les abus et violations enregistrés concernent des cas d'exécution extra-judiciaires et de meurtres (six incidents et neuf victimes), de menace de mort (deux cas et deux victimes), d'atteintes à l'intégrité physique (cinq cas et sept victimes), de viol (trois incidents affectant trois victimes), de confiscation de propriété (un cas et un groupe de victimes collectives), d'enlèvement (un cas et une victime), de privations arbitraires de liberté (un cas et une victime), d'occupation illégales d'écoles (deux cas et deux groupes de victimes collectives), d'attaque contre les humanitaires (deux incidents et neuf victimes dont un groupe de victime collective), de destructions et pillages (un incident et un groupe de victimes collectives), de taxation illégale (un cas et un groupe de victimes collectives).

Les auteurs présumés sont la coalition des groupes armés (huit incidents et 15 victimes), l'UPC (quatre incidents et cinq victimes), les anti-Balaka (deux incidents et trois victimes), le 3R (deux incidents et deux victimes), le FPRC (un incident et une victime), le MPC (un incident et une

victime) et la coalition FPRC-MPC (un cas et une victime). Les agents de l'Etat sont présumés auteurs de six incidents affectant neuf victimes.

- Par ailleurs, la Division des Droits de l'homme de la MINUSCA a publié son rapport mensuel sur la situation des droits de l'homme en RCA pour le mois de décembre 2020. Le rapport fait état de 104 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire enregistrés, ayant affecté 196 civils (105 hommes, 24 femmes, 38 groupes de victimes collectives, 26 victimes non identifiées, deux garçons, une fille). Il s'agit d'une hausse importante du nombre d'incidents et du nombre de victimes par rapport au mois de novembre 2020 (30 incidents pour 58 victimes), liée à la tenue des élections présidentielle et législatives le 27 décembre.

Les différents groupes armés sont auteurs de 94 incidents tandis que les agents de l'Etat sont présumés auteurs de sept incidents. Dans ce rapport, la MINUSCA appelle les groupes armés à cesser immédiatement les violences qui constituent une menace à la protection des civils, à mettre fin aux attaques contre les humanitaires, à cesser tout recrutement et utilisation de mineurs au sein des groupes armés et à mettre fin aux hostilités conformément aux appels du Secrétaire général des Nations Unies du 23 mars 2020 par rapport à un cessez-le feu mondial dans le cadre de la lutte contre la Covid-19.

## **AFFAIRES CIVILES**

La cellule de Bangui et la section de Protection des civils de la MINUSCA ont entamé une série de formations destinées à renforcer les systèmes communautaires d'alerte précoce dans différents quartiers de la capitale. Ainsi, 40 participants dont 17 femmes des 3e et 4e arrondissements de Bimbo ont participé à une formation tenue les 28 et 29 janvier.

A Bambari, les sections des Affaires civiles et des Affaires électorales de la MINUSCA ont appuyé le comité de monitoring du dialogue inter-communautés dans l'organisation d'une vaste campagne de sensibilisation dans 15 églises et mosquées sur la prévention des conflits post-électorales, l'acceptation des résultats et la consolidation de la paix et la cohésion sociale dans la sous-préfecture de Mobaye.

Le taux d'exécution des projets à impact rapide de la MINUSCA est en baisse depuis la fin des élections du 27 décembre 2020. Parmi les raisons, l'insécurité notamment sur les axes vers le Cameroun et l'Ouganda, rendant difficile l'acheminement des matériels et donc la réalisation des projets dans des localités comme Berberati, Bouar, Paoua, Bossangoa, Kaga-Bandoro, Bambari et Bangassou.

## **BUREAUX DE TERRAIN**

Le 29 janvier dernier, l'équipe de la section DDR du bureau de la MINUSCA à Bria a appuyé l'opération de paiement des ex-combattants par l'équipe de l'Unité d'exécution du programme national de DDRR dépêchée depuis Bangui. Sur un total de 66 ex-combattants attendus, seuls 20 dont deux femmes, se sont présentés et ont été payés. Aucun incident n'a été enregistré durant l'opération qui a été sécurisée par la Force de la MINUSCA.

Le Préfet de la Haute-Kotto a présidé une réunion de sécurité destinée à renforcer le dispositif de contrôle et de sécurisation du site des déplacés PK3 ainsi que les patrouilles de jour comme de nuit dans la ville de Bria. Ces mesures permettent de faire face à la présence de combattants de groupes armés dans la ville. La rencontre a réuni les FACA, les FSI, UNPOL, la Force et la section des Affaires civiles. A cette occasion, les chefs des blocs du site des déplacés PK3 et les leaders religieux ont été sensibilisés sur leurs rôles et responsabilités dans la stabilisation de la ville de Bria et sur les techniques de protection des civils et la gestion des rumeurs.

## **COVID-19**

- Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 2 février 2021:
  - Cas accumulés 577,
  - Cas guéris 549,
  - Cas actifs 14,
  - Décès 5.

## **PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA**

La situation sécuritaire cette semaine a été globalement calme, et on note une reprise progressive des activités quotidiennes par les populations. Les groupes armés, à la suite de l'échec de leurs tentatives de prise de contrôle de certaines localités, s'adonnent à des activités qui entravent la liberté de circulation des populations et des biens. Pour faire face à ces menaces, la MINUSCA a mis en œuvre des moyens conséquents, et la Force a fourni des escortes de sécurité et mis en place, en liaison avec les FACA, un plan de sécurisation du corridor Bangui-Béloko.

La Force de la MINUSCA continue à assurer les tâches prioritaires du mandat à savoir la protection des populations civiles et l'appui à la restauration de l'autorité de l'État par un soutien opérationnel et logistique aux forces armées centrafricaines. Sur un autre registre, les actions de soutien à la population, qui se poursuivaient toujours malgré les tensions et la situation sécuritaire, ont permis de soulager le quotidien de nombreuses populations.

A l'est, la situation est calme mais volatile suite aux actions des supposés éléments armés de l'UPC qui s'adonnent à des attaques de harcèlement sur la Force aux environs de Bangassou, Obo et Zémio. La dernière date du vendredi 29 janvier sur l'axe Bangassou-Pombolo où un convoi de casques bleus a vigoureusement repoussé l'attaque de ces éléments. A Bangassou, les FACA ont repris leurs opérations de sécurisation conjointement avec les casques bleus grâce à l'appui logistique et opérationnel fourni par la mission. La présence des forces de la MINUSCA est visible à travers les opérations de sécurisation conduites de jour comme de nuit dans tout le secteur afin de protéger les populations civiles. Des patrouilles ont ainsi été conduites dans le secteur, avec un effort particulier à Bangassou et ses environs, Bria, Birao et l'axe Rafai-Zémio. Le nombre de patrouilles effectués dans l'est du pays a connu une légère hausse comparée à la semaine précédente, passant de 670 à 702.

Au centre du pays la situation a été relativement calme mais reste précaire du fait des velléités des éléments armés de franchir les verrous mis en place par la Force à Dékoa et Grimari, qui les

empêchent de rallier Sibut par la route. Les actions de sécurisation se poursuivent dans le cadre des différentes opérations en cours, des actions de blocage des éléments de la CPC sont menées et des patrouilles robustes sont conduites dans les villes et alentours de Kaga-Bandoro, Bambari, Grimari et sur les différents axes afin de limiter l'influence des éléments armés et de protéger les populations civiles. Au total, 1058 patrouilles ont été conduites au cours de la semaine écoulée dans le secteur centre.

A l'ouest, la situation est relativement calme mais reste préoccupante à cause des menaces et intimidations exercées par les groupes armés sur les acteurs du transport. Malgré ces menaces, la Force a mobilisé des moyens qui ont permis d'assurer l'escorte de près de 200 camions en cinq convois de Bangui vers Cantonner. La priorité étant la reprise du trafic routier, des moyens considérables sont mis en œuvre pour assurer l'acheminement des biens vers Bangui. Au total, près de 230 patrouilles de sécurisation ont été conduites dans Bouar, Berberati, Paoua, Bocaranga et leurs environs pour assurer la protection des populations civiles.

A Bangui, on note une légère accalmie et aucun incident majeur impliquant les groupes armés n'y a été noté cette semaine. Les unités de l'état-major intégré de Bangui continuent d'assurer leurs missions de sécurisation des huit arrondissements de la capitale en appui aux forces de défense et de sécurité centrafricaine. C'est le lieu de saluer la solidarité intermissions avec le concours des casques bleus reçus en renfort de l'UNMISS qui sont déployés à Bangui depuis la fin décembre. Cette contribution a permis d'avoir plus de ressources pour faire face aux défis sécuritaires dans la capitale. La MINUSCA et les forces de défense et de sécurité centrafricaines renforcent leurs actions sur le terrain pour assurer la quiétude et un environnement sécuritaire propice à la reprise de toutes les activités par les populations.

## **CIMIC**

Les activités de soutien aux populations ont consisté en assistance médicale, en fourniture d'eau et de produits de première nécessité. Ainsi à Bangui, les casques bleus ont distribué 95.100 litres d'eau potable la semaine dernière dans les camps des personnes déplacées internes et dans les écoles de police et de gendarmerie à un total de 6.000 bénéficiaires. Le 30 janvier, le bataillon égyptien a fourni des soins médicaux aux habitants de Sega 1 & 2 - Maison des jeunes.

Dans l'ouest, les 23 et 25 janvier, les casques bleus bangladais ont mené une campagne médicale gratuite pour la population locale de BOCARANGA. Au total, 572 patients ont reçu une assistance médicale gratuite. Ensuite, du 25 au 28 janvier, les casques bleus camerounais ont fourni 60.000 litres d'eau potable à 1.627 habitants répartis dans les villages environnants de Bossangoa et de Kouki. Dans le volet médical, les casques bleus bangladais ont mené la 1ère campagne de consultations gratuites le 27 janvier au profit des habitants de Bouar, campagne au cours de laquelle 18 patients ont reçu des soins médicaux.

Au centre du pays, les casques bleus burundais ont distribué de l'eau potable aux personnes déplacées de la paroisse de Dékoa. Plus à l'est, l'équipe d'engagement des femmes des casques bleus zambiens a dirigé un atelier d'entrepreneuriat dans le camp de personnes déplacées à Birao afin d'aider les femmes locales à s'émanciper. Cette action complète les différentes initiatives déjà entreprises par cette équipe et visant à promouvoir les activités génératrices de revenus pour

lesquelles différentes formations, notamment en jardinage, ont été dispensés et permettent en ce moment à des femmes de tendre vers plus d'autonomie financière.

## **PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA**

Durant la semaine écoulée, les activités de la composante police ont été marquées par des opérations de sécurisation des populations à travers des patrouilles conjointes des unités de police constituées, celles de mentorat au profit des FSI dans les unités à Bangui et en régions par les officiers de police individuels ainsi que des opérations judiciaires.

Dans le cadre des élections, le leadership de la composante police poursuit les rencontres notamment pour une sécurisation renforcée du second tour des législatives. Le prochain redéploiement des UNPOLs en renfort dans les régions fait également l'objet d'échanges.

Dans le même sens, le Commissaire Adjoint de la Composante Police, le Divisionnaire HABI Garba a participé à une réunion sur les élections présidée par la Ministre de la Défense nationale et de la reconstruction de l'armée. La situation sécuritaire et les préparatifs du second tour des élections législatives étaient au cœur des discussions.

A la maison des jeunes de Castors dans le 3<sup>e</sup> arrondissement, l'équipe UNPOL PK5 a participé le 27 janvier à un atelier de renforcement de capacités des membres du réseau d'alerte communautaire organisé par la section des affaires civiles de la MINUSCA.

Au cours dudit atelier, UNPOL a attiré l'attention de l'assistance sur le concept d'alerte, l'implication de chaque citoyen dans cette dynamique et le rôle que chacun doit jouer en vue d'empêcher le plus tôt toutes menaces à la paix.

## **AU PLAN OPÉRATIONNEL**

Outre la couverture sécuritaire les 26 et 30 janvier par UNPOL des colocations de Bangui conjointement avec les FSI, des marches pacifiques de la Plateforme Bea-frika et de l'association AZIMUT, l'unité de police constituée (FPU) du Sénégal a procédé à l'escorte et la sécurisation d'un convoi de trente (30) camions de la ville de Bangui vers Bossembélé et de 19 autres véhicules de Bossembélé à Bangui.

Au cours du trajet, un groupe de rebelles ont tenté de s'attaquer à deux camions mais ces éléments armés ont pris la fuite grâce à la réaction rapide de la FPU Sénégal

Par ailleurs, UNPOL continue d'appuyer les FSI dans l'interpellation des personnes en conflit avec la loi et dans l'élaboration des procédures d'enquêtes afin que les intéressés soient traduits devant les juridictions compétentes.

Trois combattants des groupes armés dont un de Bangassou et deux de Bossangoa ont été transférés par vol UN à Bangui et conduits à la Section de Recherches et Investigations Criminelles de la Gendarmerie sous escorte de l'unité de Police constituée du Rwanda et d'une équipe FSI, UNPOL et JTFB.

Au total, 16 personnes ont été interpellées pour diverses infractions à Bangui et en provinces au cours de la semaine écoulée et cela grâce à l'intensification des patrouilles diurnes et nocturnes conduites conjointement par les FSI, UNPOL et l'Etat major intégré.

Dans la Nana-Gribizi, la 2<sup>e</sup> unité de police constituée du Rwanda continue d'effectuer des patrouilles robustes pédestres et motorisées à Kaga-Bandoro et à Batangafo en vue de protéger les civils.

A Obo, UNPOL et la section des Affaires Civiles ont procédé, le vendredi 29 janvier, à la remise de fonds à trois associations et groupes de femmes de ladite ville dans le cadre de l'appui de la MINUSCA aux populations pour le développement des activités génératrices de revenus.

A Bangassou, dans le Mbomou, UNPOL conjointement avec FSI, les FACA et la Force de la Minusca à travers des patrouilles mixtes ont procédé le 27 janvier, à une évaluation de la situation sécuritaire en vue d'amener la population des districts de Maliko I et II et les commerçants du marché central de la ville à reprendre leurs activités.

© SCPI 2021